

Marion Maréchal : le Grand Remplacement est le défi de notre temps



Amaury Bucco, Valeurs actuelles : « Suite aux spéculations des médias après la convention de la Droite, une clarification de Marion Maréchal : « Je me suis associée à une démarche qui paraît nécessaire : réfléchir, dialoguer, et casser les digues partisans. J'ai toujours dit que je ne souhaitais pas refaire de la politique pour le moment, que j'étais concentré sur l'ISSEP et le combat des idées » (Valeurs actuelles).

Polémia : « Marion Maréchal : le Grand Remplacement est le grand défi, le plus vital, de notre temps. Le discours de Marion Maréchal à la Convention de la Droite est un discours fondateur d'une génération politique en rupture avec le conformisme. Un discours qui remet les idées à l'endroit face au médiatiquement correct alors que le réel revient au galop. Ce discours est tenu par quelqu'un qui sait que la réflexion précède l'action et que la reconstruction passe par la transgression du médiatiquement correct ». En voici des extraits :

« Bonjour à tous mes chers amis, français et de toute la

droite ici rassemblée. Je suis très heureuse de participer à cette première édition de la Convention de la droite. Je suis convaincue que le basculement politique s'opérera par ce type d'initiative et par la multiplication des îlots de résistance au sein de la société civile. N'attendons pas une future victoire institutionnelle pour prendre nos responsabilités et nous engager.

Elle viendra, mais seulement si nous l'avons préparée. N'attendons pas que l'État nous sauve, il est phagocyté actuellement par une idéologie et des intérêts contraires à l'intérêt national. Chacun d'entre nous peut agir dans le sens de ses convictions et des intérêts du pays. Comme nous le faisons mon équipe et moi-même, avec l'ISSEP, en contribuant à former une nouvelle génération de dirigeants au service du pays.

N'attendons pas le salut des partis politiques : soyons français, apprenons notre histoire, défendons notre langue, sauvons tout ce que nous pouvons sauver. Nous devons bâtir sur le roc, pas sur des coups de pub médiatique ! Par les idées, les loyautés, les réseaux, des élus locaux, des soutiens financiers, culturels, intellectuels, par la confiance des entreprises, par l'appui de hauts fonctionnaires qui pourront faire bouger l'État. Pour y parvenir, il y a urgence à rompre avec la droite des comptables, ce champs de ruine idéologique qui n'a comme seule obsession que d'apparaître « moderne ». Ont-ils à ce point oublié les penseurs pour ne pas se remémorer la phrase de Thibon : « *être dans le vent, voilà l'ambition d'une feuille morte* » ?

« Ici, nous portons de plus grandes ambitions. Et ce ne sont pas seulement des ambitions de droite. Ce sont des ambitions françaises comme celle de ne pas se laisser intimider, au pays de la raison, par les délires politico-médiatiques du temps contre lesquels il n'est pas simple de faire preuve de bon sens quand les féministes organisent un salon pour dénoncer l'hétérosexualité « comme régime (déglingo-)politique » ! Et

en même temps, la Buzyn, ministre de la Santé, explique sur un plateau qu'une mère peut être un père, et qu'un père peut être une femme ou une même grand-mère dans le cadre de sa propagande pour la PMA !

« Face aux délires du camp progressiste, le camp des réalistes que nous sommes a le devoir de se concentrer sur les grands défis du siècle comme le Grand Remplacement, le grand déclassement, le grand basculement anthropologique et le (déclin de la France dans le) grand affrontement des puissances.

« Le premier défi, le plus vital, est le Grand Remplacement qui nous fait entrevoir la possibilité de devenir minoritaires sur la terre de nos ancêtres avec le grand ensauvagement d'une société multiculturelle fracturée et violente. Face aux droits des minorités, nous devons opposer fermement notre droit à la continuité historique, notre droit au primat de la culture française sur les cultures importées.

« On ne peut être efficace sur le sujet de l'immigration sans conduire une réforme constitutionnelle, une refonte de notre code de la nationalité, une réforme de la politique sociale et la dénonciation d'un certain nombre de traités internationaux. Le tout avec la mise en place d'une politique familiale ouvertement nataliste.

« Le deuxième défi d'actualité est le grand déclassement que subit la France péri-urbaine et rurale mais aussi une partie des grandes villes, en proie à l'insécurité, avec notamment des jeunes diplômés qui peinent à se loger ou à trouver un travail décemment rémunéré. Cette situation est le résultat d'un choix économique. Nos gouvernants ont renoncé à porter une stratégie pour l'économie plus traditionnelle, pourtant grande pourvoyeuse d'emplois : l'industrie, l'agriculture et l'artisanat. Trois axes sont à investir : baisser le poids de l'impôt et des taxes, mettre fin à une spoliation étatique qui freine et fragilise le tissu économique non délocalisable, ce

qui impliquera nécessairement de recentrer l'État sur ses missions régaliennes et d'imposer la voix de la France et la défense de ses intérêts dans les négociations commerciales avec l'UE.

« Et lancer une nouvelle politique d'aménagement du territoire : plutôt que de viser la France des 20 métropoles, nous devons avoir pour objectif la France des 100 villes : s'appuyer sur les villes intermédiaires pour remailler l'emploi sur le territoire et désengorger des métropoles économiquement inaccessibles. Pour cela, nous devons mieux répartir les crédits publics sur l'ensemble du territoire, investir plus équitablement dans les infrastructures publiques, mieux répartir les crédits de soutien à l'innovation et à la culture, inciter l'installation des entreprises, assurer l'accès au numérique, maintenir les petites lignes ferroviaires.

« Le défi omniprésent dans le débat public : le grand basculement anthropologique, qui n'est pas sans lien avec la question du grand déclassement. Je ne saurais dire mieux que Soljenitsyne et ce qu'il déclarait à ce sujet : *« L'Homme tel que nous l'avons toujours connu était le sujet de l'histoire, aujourd'hui il se transforme en copeau du progrès technique. Le progrès technique a tendance à entamer la nature, aujourd'hui il entame la culture et l'homme »*. Le progressisme devient un antihumanisme en transformant une économie de marché en société de marché. Les désirs deviennent des droits, tout s'achète et tout se vend, de l'utérus à l'enfant.

« La France a longtemps et souvent inspiré le monde et elle a un grand rôle à jouer dans ce domaine en servant d'éclaireur, en portant une société qui respecte la dignité humaine, qui refuse la marchandisation de l'homme et de ses produits, qui préserve et développe l'humain face à l'expertise des machines.

« Les robots ne seront jamais des concurrents si nous nous

attachons à cultiver notre humanité : le libre-arbitre, l'intelligence, l'empathie et l'éthique. La réponse est dans l'éducation à l'esprit critique, au raisonnement, à la culture générale, à la mémorisation, aujourd'hui malmenée dans notre modèle scolaire !

(Avec la primauté LREM de l'école du porno et de l'école de la violence des cancre et des voyous).

« La France a les ressources, intellectuelles, historiques, civilisationnelles, techniques pour relever ce défi pas seulement éthique, mais anthropologique, sociétal et éducatif. Nous avons rayonné pour l'égalité, pour la liberté, pour la démocratie, nous devons aujourd'hui rayonner pour le combat de la dignité humaine.

« L'énarchie des années 2000 actuellement aux commandes, avec son logiciel des années 90, n'a pas d'autres ambitions pour nous que de devenir une nation de second rang, un musée pour tourisme de masse, cantonnée à une économie de service. Pourtant, avec un peu de méthode, de courage et de patriotisme, nous pouvons retrouver une ambition de puissance. Il suffit d'avoir la force de gouverner et de concentrer nos efforts sur ce qui garantit notre indépendance et notre influence. La réforme de l'UE ne passera pas par la commission ou le Parlement européen mais par des stratégies d'alliance gouvernementales pour rééquilibrer le rapport de force avec l'Allemagne. Depuis que l'UE existe, la France n'a quasiment jamais été mise en minorité sur un texte qu'elle ne voulait pas : notre servitude a toujours été volontaire. Si nous exigeons que la commission se cantonne aux sujets stratégiques, comme la réciprocité dans les échanges internationaux, nous pouvons obtenir gain de cause. Encore faut-il être capable de défendre les intérêts français jusqu'au bout. Le principal obstacle se trouve dans ce renoncement, cette tentation du désespoir, ce sentiment de fatalité d'un combat déjà perdu. Ne soyons pas infidèle à notre Histoire en nous abandonnant à cette facilité. »

Atlantico : « Ces discrets gains enregistrés par Marion Maréchal » Christophe Boutin, Paul-François Paoli, Atlantico : « En juin dernier, 36 % des Français déclaraient souhaiter son retour en politique (IFOP), cette polémique voulant la classer définitivement à l'extrême-droite risque-t-elle d'entacher sa popularité ? »

Mais le général de Gaulle, qui s'insurgeait contre l'idée d'une France avec 10 millions de musulmans d'origine algérienne, était-il accusé par les journaux d'extrême gauche d'être d'extrême droite ?

Christophe Boutin : « L'une des clefs de la popularité de Marion Maréchal au sein de la droite française est certainement la place qu'elle donne à la question de l'identité, qui reste l'un des éléments structurant de son conservatisme. C'est pourquoi être associée à une dénonciation de l'immigration incontrôlée et d'un radicalisme islamique n'entachera pas sa popularité dans son camp. Nombre d'intervenants de la Convention, Robert Ménard et Jean-Frédéric Poisson, ont insisté sur la nécessité pour les conservateurs alors réunis de se mettre en ordre de bataille, ce qui suppose pour eux d'avoir au plus tôt un leader clairement identifié.

Paul-François Paoli : « J'étais présent à cette convention où j'ai animé un débat sur la tyrannie de la pensée unique. Lors du débat, Frédéric St Pierre a développé un argument sur ce qu'il appelle l'islam culturel. L'islamisation de notre société n'est pas liée selon lui à une volonté de subversion des islamistes, elle se ferait « naturellement » dès lors que les musulmans ne perçoivent plus le fait d'être français comme porteur de sens sur le plan religieux, culturel ou moral. Les valeurs démocratiques et laïques ne peuvent identifier la France alors qu'elles donnent la possibilité à quiconque de vivre selon ses propres normes du moment que celles-ci ne sont pas contraignantes pour les autres. De fait de l'anomie croissante des grands villes occidentales, le progrès de

l'islam instaure des normes et des interdits, liés à la sexualité, là où ils ont totalement disparu.

« Concernant Marion Maréchal, le fait qu'elle soit catholique peut induire une forme de modération. Sa popularité est liée à sa fraîcheur d'esprit, à son dynamisme, au fait qu'elle est habitée par des convictions qui font partie de la droite traditionnelle et qui ne sont pas liées à des préoccupations électoralistes. Cela pose la question de l'absence de leader reconnu par l'ensemble de la famille conservatrice en France. Cela conduit à tenter de fédérer cette famille, alors que les débats intellectuels n'ont jamais débouché sur le plan politique, les appareils et leurs leaders voulant garder leurs distances, obsédés par l'idée que celui qui arriverait à se positionner entre des Républicains en déclin et la droite plus radicale pourrait rassembler la plus grande partie de cet électorat sur le modèle du rassemblement opéré par Sarkozy en 2007 sur les conseils de Buisson. Et malgré les egos, les statures politiques incontestables désireuses d'entrer dans la lutte manquent encore !

« Si l'on regarde la scène politique occidentale, on constate que, dans ce monde où une frange non négligeable de la population estime que le pouvoir LREM a été capté à son seul profit par une caste fermée, utiliser les mots justes et soulever la colère indignée de ce qui est perçu comme une oligarchie politico-médiatiques n'est pas inutile. » C'est pourquoi être attaqué par les journalistes de gauche ou les hommes politiques de gauche, soit les catégories les plus décriées dans les sondages d'opinion, et auxquelles les Français ne font plus confiance, vaudra brevet d'intégrité et, loin de stigmatiser celui qui en serait la victime, devrait lui servir de renfort politico-médiatique. Et Donald Trump de provoquer les attaques de l'intelligentsia démocrate, puissante politiquement et dans les milieux intellectuels, mais détestée par un électorat délaissé auprès duquel ces attaques de l'intelligentsia démocrate corrompue n'ont fait

que renforcer Donald Trump !

Cette polémique dont Éric Zemmour fait l'objet, on a dit ce qu'il fallait penser de l'efficacité limitée de la mise au ban du journalisme d'Éric Zemmour par ses confrères collabos. La polémique lancée sur les limites de la liberté d'expression pose effectivement un certain nombre de questions, et peut même conférer un statut de victime à celui que ses adversaires collabos tentent de lyncher. Cela peut réveiller des abstentionnistes dont il ne faut pas oublier qu'ils représentent une part non négligeable du corps électoral et dont une partie d'entre eux estime que l'offre politique n'est pas assez variée ou ne met pas l'accent sur ce qui est important.

Un électorat nouveau vient soutenir dans les urnes ces candidats qui ont à ses yeux le mérite de dire la vérité. N'oublions pas qu'en politique, la définition d'un ennemi commun peut rassembler dans une même lutte des groupes qui, s'opposant entre eux, permettraient la victoire d'un tiers, alors que certains sujets ont une résonance immédiate dans la société actuelle, transcendant les appartenances politiques ou sociales.

On sait qu'au vu de l'ampleur de la crise LREM actuelle, le mythe politique français du « sauveur », analysé par Raoul Girardet, revient derrière cette demande « d'homme fort » que révèlent nombre de sondages, et on ne s'embarrassera nullement de certains excès de langage politiquement très nécessaires, car ce n'est sûrement pas en ouvrant des espaces politiques aux LGBT qu'on luttera contre l'islamisation des mœurs ! C'est pourquoi, on ne peut croire qu'une polémique de gauche qui attaque une droite conservatrice identitaire puisse être politiquement gênante. (Adapté librement de Christophe Boutin, Paul-François Paoli, Atlantico).

Thierry Michaud-Nérard